

MINISTÈRE WALLON DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 94 — 3308

[C — 27679]

24 NOVEMBRE 1994. — Décret portant dissolution de l'Office de la navigation et création de l'Office de promotion des voies navigables (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — De la dissolution de l'Office de la navigation

Article 1er. L'Office de la navigation est dissous.

La loi du 17 mai 1976 instituant un Office de la navigation et un « Dienst voor de scheepvaart », modifiée par la loi du 5 août 1986, est abrogée en ce qu'elle a trait à l'Office de la navigation.

La mention de ce dernier dans la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public est supprimée.

Art. 2. Les missions de l'Office de la navigation ainsi que les biens, les droits et les obligations y afférents reviennent à la Région wallonne.

Art. 3. Les membres du personnel statutaire de l'Office de la navigation sont transférés de plein droit aux services du Gouvernement wallon, Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

Ils acquièrent la qualité d'agent des services du Gouvernement, dont le statut du personnel leur est applicable.

Ils conservent le traitement, les avantages et ancienneté dont ils bénéficiaient avant leur transfert; ils ne conservent les avantages liés à l'exercice d'une fonction que pour autant que cette fonction continue à être exercée au sein des services du Gouvernement.

CHAPITRE II. — De la création de l'Office de promotion des voies navigables

Art. 4. Il est créé sous la dénomination « Office de la promotion des voies navigables » un service à gestion séparée au sein du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, ci-après dénommé « Office ».

Art. 5. L'Office a pour objet l'ensemble des actions visant à promouvoir la voie d'eau et des dépendances ainsi que leur utilisation sous toutes les formes adéquates.

L'objet peut être réalisé soit directement soit indirectement, dans le cadre de la participation à des associations ou de sous-traitance avec des tiers spécialisés.

Art. 6. L'Office a pour missions :

- la promotion par l'information, la sensibilisation, la mise au point d'incitants et la qualification professionnelle;
- la concertation entre les acteurs tant gestionnaires que les intermédiaires, les chargeurs ou les autres utilisateurs;
- toutes autres missions en rapport avec son objet qui lui sont confiées par le Gouvernement.

Art. 7. Il est institué auprès de l'Office un Conseil d'orientation.

1° Il est composé :

- de onze représentants des usagers et/ou des utilisateurs des voies navigables;
- d'un représentant de chacun des ports autonomes de Liège, de Namur et de Charleroi;
- de deux représentants des organisations représentatives des travailleurs;
- de deux représentants du Gouvernement;
- du Secrétaire général du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports;
- de deux fonctionnaires généraux de la Direction générale des Voies hydrauliques;
- d'un fonctionnaire général de la Direction générale des Transports;
- d'un fonctionnaire général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Les membres du Conseil d'orientation sont désignés par le Gouvernement qui fixe les modalités de présentation et de représentativité des secteurs concernés ainsi que les indemnités et le mode de remboursement de leurs frais.

En outre, un délégué de l'Inspection des Finances siège au sein du Conseil avec voix consultative.

La première désignation des membres du Conseil d'orientation doit intervenir dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret.

2° Les mandats des membres du Conseil d'orientation sont de trois ans renouvelables. Passé ce délai, les membres du Conseil d'orientation continuent d'exercer leurs missions tant que n'est pas intervenue la désignation de leurs remplaçants par le Gouvernement.

3° Le Conseil d'orientation est chargé de :

- la délivrance d'avis ou de propositions au Gouvernement sur les problèmes spécifiques à la voie d'eau tant les aspects législatif que réglementaire;
- la délivrance d'avis, à la demande du Ministre des Travaux publics, sur les problèmes relatifs aux infrastructures des voies hydrauliques.

Art. 8. Le Conseil d'orientation élit chaque année un président et un vice-président en son sein.

Il fixe son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

Le secrétariat du Conseil d'orientation est assuré par le personnel de l'Office.

Art. 9. La gestion de l'Office est assurée par le Ministre des Travaux publics. Il peut octroyer délégation au secrétaire général du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports et au directeur général de la Direction générale des Voies hydrauliques.

(1) Session 1994-1995 :

Documents du Conseil 260 (1993-1994) Nos 1 à 3.

Compte rendu intégral. Séance publique du 17 novembre 1994. Discussion. — Vote.

Art. 10. Après avoir recueilli l'avis du Conseil d'orientation, le Gouvernement arrête, avant la fin de chaque année, le plan des activités de l'Office pour les deux années suivantes.

Art. 11. Sont affectées à l'Office :

- 1° une part, déterminée chaque année par le Gouvernement, des droits de navigation perçus en vertu de la loi du 5 mars 1971 concernant des droits de navigation à percevoir sur les voies navigables administrées par l'Etat;
- 2° les recettes provenant de son activité.

CHAPITRE III. — *Du personnel*

Art. 12. Les agents statutaires de l'Office sont recrutés, affectés et promus à un emploi du cadre conformément aux règles applicables au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

Les agents contractuels sont recrutés et affectés par le Gouvernement pour des missions spécialisées ou des programmes à durée déterminée, en fonction des disponibilités financières inscrites au budget.

CHAPITRE IV. — *Dispositions diverses*

Art. 13. L'article 3, alinéa 2, b, du décret du 17 décembre 1992 créant des fonds budgétaires en matière de travaux publics est remplacé par la disposition suivante :

« b) de tous paiements imposés par les dispositions législatives et réglementaires relatives à l'utilisation du réseau des voies hydrauliques et de ses dépendances, à l'exception de la part des droits de navigation visée à l'article 11, 1°, du décret du 24 novembre 1994 portant dissolution de l'Office de la navigation et création de l'Office de promotion des voies navigables ».

Art. 14. Dans l'article 7 de l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935 établissant le statut des pensions du personnel des établissements publics autonomes et des régies instituées par l'Etat, modifié par les lois des 28 avril 1958, 17 mai 1976 et 15 juillet 1977 et par l'arrêté royal n° 480 du 22 décembre 1986, les mots « Office de la navigation » sont supprimés.

CHAPITRE V. — *Entrée en vigueur*

Art. 15. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions du présent décret, à l'exception du présent article qui entre en vigueur le jour de la publication du présent décret au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 24 novembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique,
de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 94 — 3308

[C — 27679]

24. NOVEMBER 1994. — Dekret zur Auflösung des « Office de la navigation » (Schiffahrtsamt) und zur Errichtung des « Office de promotion des voies navigables » (Amtes zur Förderung der schiffbaren Wasserstraßen) (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I. — *Auflösung des « Office de la navigation »*

Artikel 1. Das « Office de la navigation » wird aufgelöst. Das Gesetz vom 17. Mai 1976 zur Errichtung eines « Office de la Navigation » und eines « Dienst voor de scheepvaart », abgeändert durch das Gesetz vom 5. August 1986, wird aufgehoben, was das « Office de la navigation » betrifft.

Der Vermerk dieses Amtes im Gesetz vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses wird gestrichen.

(1) *Sitzungsperiode 1994-1995:*

Dokumente des Rates 260 (1993-1994) Nrn 1 und 3.

Ausführlicher Bericht. Öffentliche Sitzung vom 17. November 1994. Diskussion. — Abstimmung.

Art. 2. Die Aufgaben des « Office de la navigation » sowie die damit verbundenen Güter, Rechte und Verpflichtungen werden der Wallonischen Region zugestellt.

Art. 3. Die statutarischen Personalmitglieder des « Office de la navigation » werden von Rechts wegen in die Dienststellen der Wallonischen Regierung, ins Wallonische Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen, versetzt.

Sie bekommen die Eigenschaft eines Bediensteten der Dienststellen der Regierung, deren Statut des Personals auf sie anwendbar ist.

Sie behalten das Gehalt, die Vorteile und das Dienstalter, die sie vor ihrer Versetzung hatten. Sie behalten die mit der Ausübung eines Amtes verbundenen Vorteile nur soweit dieses Amt innerhalb der Dienststellen der Regierung weiter ausgeübt wird.

KAPITEL II. — Errichtung eines « Office de promotion des voies navigables »

Art. 4. Es wird unter der Benennung « Office de la promotion des voies navigables » eine Dienststelle mit getrennter Geschäftsführung, hierunter « Office » genannt, innerhalb des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen errichtet.

Art. 5. Der Zweck des « Office » besteht in den gesamten Tätigkeiten zur Förderung der Wasserstraßen und deren Nebenanlagen sowie ihrer Benutzung unter geeigneten Formen.

Der Zweck kann entweder direkt oder indirekt im Rahmen der Teilnahme an Vereinigungen oder Zulieferaufträgen an spezialisierte Dritte erfüllt werden.

Art. 6. Das « Office » hat als Aufgabe :

- die Förderung durch die Information, die Sensibilisierung, die Entwicklung von anregenden Mitteln und die berufliche Qualifikation;
- die Absprache mit den Beteiligten, sowohl den Geschäftsverwaltern als auch den Zwischenpersonen, den Ladern oder anderen Benutzern;
- jede andere Aufgabe, die seinen Zweck betrifft und die ihm durch die Regierung anvertraut worden ist.

Art. 7. Es wird beim « Office » ein Beratungsausschuß errichtet.

1° Er wird wie folgt zusammengesetzt:

- elf Vertreter der Benutzer der schiffbaren Wasserstraßen;
- ein Vertreter jedes der autonomen Häfen Lüttich, Namur und Charleroi;
- zwei Vertreter der repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen;
- zwei Vertreter der Regierung;
- der Generalsekretär des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen;
- zwei Generalbeamte der Generaldirektion der Wasserstraßen;
- ein Generalbeamter der Generaldirektion des Transportwesens;
- ein Generalbeamter der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt.

Die Mitglieder des Beratungsausschusses werden von der Regierung bezeichnet, die die Modalitäten der Vorstellung und der Repräsentation der betreffenden Sektoren sowie die Vergütungen und die Rückzahlungsart für die aufkommenden Kosten festlegt.

Ein Beauftragter der Finanzinspektion tagt außerdem innerhalb des Ausschusses mit beratender Stimme.

Die erste Bezeichnung der Mitglieder des Beratungsausschusses soll binnen den drei Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets stattfinden.

2° Die Mandate der Mitglieder des Beratungsausschusses dauern drei Jahre und können erneuert werden. Nach Ablauf dieser Frist üben die Mitglieder des Beratungsausschusses ihre Aufgaben weiter aus, solange die Regierung ihre Nachfolger nicht bezeichnet hat.

3° Der Beratungsausschuß ist damit beauftragt:

- der Regierung Gutachten oder Vorschläge über die den Wasserstraßen eigenen Problemen, sowohl was die gesetzgebenden als auch die ordnungsmäßigen Aspekte betrifft, abzugeben;
- auf Antrag des Ministers der öffentlichen Arbeiten hin Gutachten über die Probleme bezüglich der Infrastrukturen der Wasserstraßen abzugeben.

Art. 8. Der Beratungsausschuß wählt jedes Jahr einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden aus seiner Mitte.

Er legt seine allgemeine Dienstordnung fest und legt sie der Regierung zur Zustimmung vor.

Das Sekretariat des Beratungsausschusses wird vom Personal des « Office » gewährleistet.

Art. 9. Die Geschäftsführung des « Office » wird vom Minister der öffentlichen Arbeiten gewährleistet. Er kann dem Generalsekretär des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen und dem Generaldirektor der Generaldirektion der Wasserstraßen Vollmachten erteilen.

Art. 10. Nach Einholung des Gutachtens des Beratungsausschusses legt die Regierung vor dem Ende jedes Jahres den Plan der Tätigkeiten des Amtes für die folgenden zwei Jahre fest.

Art. 11. Das « Office » verfügt über folgende Mittel:

1° auf jedes Jahr durch die Regierung festgelegter Anteil der Schiffsrechte, die aufgrund des Gesetzes vom 5. März 1971 über die auf den staatsverwalteten Wasserstraßen zu erhebenden Schiffsrechte erhoben sind;

2° die Einkommen, die aus seiner Tätigkeit herkommen.

KAPITEL III. — Personal

Art. 12. Die statutarischen Bediensteten des « Office » werden gemäß der auf das Wallonische Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen anwendbaren Regeln angeworben, zugeteilt und befördert, und dies zu den vom Stellenplan des « Office » vorgesehenen Stellen.

Die vertraglich angestellten Bediensteten werden durch die Regierung zwecks spezialisierter Aufgaben oder Programme bestimmter Dauer gemäß der im Haushalt eingeschriebenen verfügbaren Mittel angeworben und zugeteilt.

KAPITEL IV. — *Verschiedene Bestimmungen*

Art. 13. Artikel 3, Absatz 2, *b* des Dekrets vom 17. Dezember 1992 zur Schaffung von Haushaltsmitteln in Sachen öffentlicher Arbeiten wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« *b*) alle durch die gesetzlichen und ordnungsmäßigen Bestimmungen über die Benutzung des Wasserstraßen und deren Nebenanlagen vorgeschriebenen Zahlungen, mit Ausnahme des Anteils der Schiffsrechte, der in Artikel 11, 1^o des Dekrets vom 24. November 1994 zur Auslösung des « Office de la navigation » und zur Errichtung des « Office de promotion des voies navigables » erwähnt ist ».

Art. 14. In Artikel 7 des Königlichen Erlasses Nr. 117 vom 27. Februar 1935 zur Festlegung des Pensionenstatus vom Personal der autonomen öffentlichen Einrichtungen und der durch den Staat errichteten Regien, abgeändert durch die Gesetze vom 28. April 1958, vom 17. Mai 1976 und vom 15. Juli 1977 und durch den Königlichen Erlaß Nr. 480 vom 22. Dezember 1986 werden die Wörter « Office de la navigation » gestrichen.

KAPITEL V. — *Inkrafttreten*

Art. 15. Die Regierung legt das Datum des Inkrafttretens von den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses fest, mit Ausnahme des vorliegenden Artikels, der am Tage der Veröffentlichung des vorliegenden Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft tritt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 24. November 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung, g und der
der Wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsbildung,

A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,

B. ANSELME

Der Minister der Raumordnung, des Erbes und des Transportwesens,

A. BAUDSON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten,

J.-P. GRAFE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

VERTALING

WAALS MINISTERIE VOOR UITRUSTING EN VERVOER

N. 94 — 3308

[C — 27679]

24 NOVEMBER 1994. — Decreet houdende ontbinding van de « Office de la navigation » (Dienst voor de scheepvaart) en oprichting van de « Office de promotion des voies navigables » (Dienst voor de bevordering van de scheepvaartwegen) (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *De ontbinding van de « Office de la navigation »*

Artikel 1. De « Office de la navigation » is ontbonden.

Wat betreft de « Office de la navigation » is de wet van 17 mei 1976 tot oprichting van een Dienst voor de scheepvaart en van een « Office de la navigation » opgeheven.

De vermelding van deze Dienst in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut is geschrapt.

Art. 2. De opdrachten van de « Office de la navigation », alsook de eraan verbonden goederen, rechten en plichten komen aan het Waalse Gewest toe.

Art. 3. De statutaire personeelsleden van de « Office de la navigation » worden van rechtswege overgedragen naar de diensten van de Waalse Regering, Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer.

Zij verwerven de hoedanigheid van agenten van de diensten van de Regering, waarvan het statuut van het personeel op hun toepasselijk is.

Zij behouden de wedde, de voordelen en anciënniteit die zij genoten vóór hun overdracht; zij behouden de voordelen verbonden aan de uitoefening van een functie voor zover deze functie blijft uitgeoefend binnen de diensten van de Regering.

(1) *Zitting 1994-1995.*

Stukken van de Raad, 260 (1993-1994), nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag. Openbare zitting van 17 november 1994. Bespreking. — Stemming.

HOOFDSTUK II. — *De oprichting van de « Office de promotion des voies navigables »*

Art. 4. Binnen het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer wordt een dienst opgericht met afzonderlijk beheer onder de benaming « Office de promotion des voies navigables », hierna volgend « Dienst » genoemd.

Art. 5. De Dienst heeft als doel alle handelingen voor de promotie van de waterwegen en hun toebehorigheden, alsook van hun gebruik volgens de gepaste vormen.

De opdracht kan hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks uitgevoerd worden, in het raam van de medewerking met verenigingen of van onderaanbesteding met gespecialiseerde derden.

Art. 6. De Dienst heeft als opdrachten :

— de promotie door de informatie, de sensibilisatie, de afstelling van aansporingen en de professionele kwalificaties;

— het overleg tussen de ondernemers, zowel beheerders als tussenpersonen, scheepsbevrachters of de andere gebruikers;

— alle andere opdrachten verbonden aan zijn doel die hem door de Regering toevertrouwd worden.

Art. 7. Er wordt een Oriëntatieraad ingesteld bij de Dienst.

1° Hij is samengesteld uit :

— elf vertegenwoordigers van de verschillende gebruikers van de scheepvaartwegen;

— telkens één vertegenwoordiger van de autonome havens van Luik, Namen en Charleroi;

— twee vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties;

— twee vertegenwoordigers van de Regering;

— de secretaris-generaal van het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer;

— twee opperambtenaren van de Algemene Directie Waterwegen;

— één opperambtenaar van de Algemene Directie Vervoer;

— één opperambtenaar van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

De leden van de Oriëntatieraad worden aangesteld door de Regering die de presentatie en representativiteit van de betrokkene sectoren, alsook de vergoedingen en de terugbetalingswijze van hun kosten bepaalt.

Bovendien zetelt een afgevaardigde van de Inspectie van Financiën in de Raad met raadgevende stem.

De eerste aanstelling van de leden van de Oriëntatieraad moet plaatsvinden binnen drie maanden na de inkrachttrading van dit decreet.

2° De mandaten van de leden van de Oriëntatieraad duren drie jaar en zijn hernieuwbaar. Na deze termijn blijven de leden van de Oriëntatieraad hun opdrachten uitoefenen zolang hun plaatsvervangers niet door de Regering aangesteld zijn.

3° De Oriëntatieraad is belast met :

— raad te geven of voorstellen te doen aan de Regering inzake specifieke problemen van de waterwegen zowel uit wetgevend als reglementair standpunt;

— raad te geven, op verzoek van de Minister van Openbare Werken, over problemen verbonden aan de infrastructuur van de waterwegen.

Art. 8. De Oriëntatieraad kiest jaarlijks een voorzitter en een ondervoorzitter uit zijn midden.

Het bepaalt zijn huishoudelijk reglement en legt het ter goedkeuring van de Regering voor.

Het secretariaat van de Oriëntatieraad is verzekerd door het personeel van de Dienst.

Art. 9. De Minister van Openbare Werken verzorgt het beheer van de Dienst. Hij kan machtiging verlenen aan de secretaris-generaal van het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer en aan de directeur-generaal van de Algemene Directie Waterwegen.

Art. 10. Na het advies van de Oriëntatieraad te hebben gewonnen, bepaalt de Regering voor het einde van ieder jaar de planning van de activiteiten van de Dienst voor de twee volgende jaren.

Art. 11. Worden aangewezen voor de Dienst :

1° een jaarlijks door de Regering bepaald deel van de scheepvaartrechten geïnd krachtens de wet van 15 maart 1971 betreffende de scheepvaartrechten te heffen op de waterwegen onder beheer van de Staat;

2° de ontvangsten voortkomend uit zijn activiteiten.

HOOFDSTUK III. — *Het personeel*

Art. 12. De statutaire agenten van de Dienst worden aangeworven, aangesteld en bevorderd op een betrekking van de personeelsformatie overeenkomstig de regels toepasselijk op het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer.

De contractuele agenten worden aangeworven en aangesteld door de Regering voor gespecialiseerde opdrachten of voor programma's van beperkte duur, naar gelang de op de begroting ingeschreven geldelijke middelen.

HOOFDSTUK IV. — *Diverse bepalingen*

Art. 13. Artikel 3, 2e lid, b, van het decreet van 17 december 1992 tot oprichting van begrotingsfondsen inzake openbare werken wordt vervangen door de volgende bepaling :

« b) alle betalingen verschuldigd door de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake het gebruik van het waterwegennet, alsook van zijn aanhorigheden, uitgezonderd het deel van de scheepvaartrechten bedoeld in artikel 11, 1°, van het decreet van 24 november 1994 houdende ontbinding van de « Office de la navigation » (Dienst voor de scheepvaart) en oprichting van de « Office de promotion des voies navigables » (Dienst voor de bevordering van de scheepvaartwegen) ».

Art. 14. In artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 117 van 27 februari 1935 tot vaststelling van het statuut der pensioenen van het personeel der zelfstandige openbare inrichtingen en der regioën ingesteld door den Staat, gewijzigd bij de wetten van 28 april 1958, 17 mei 1976 en 15 juli 1977 en bij het koninklijk besluit nr. 480 van 22 december 1986, worden de woorden « Office de la navigation » geschrapt.

HOOFDSTUK V. — *Inkrachttrèding*

Art. 15. De Regering bepaalt de datum van inkrachttrèding van de bepalingen van dit decreet, met uitzondering van dit artikel dat in kracht treedt op de dag van de bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 24 november 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling,
Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,
B. ANSELME

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,
J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

[C — 21427]

Nationale Orden

Bij koninklijke besluiten van 14 januari 1994 worden benoemd of bevorderd :

Officier in de Leopoldsorde

De heer Hendrickx, W., eeraanwezend commissaris 1e klasse bij het Bestuur van het Hoog Comité van toezicht.

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

Ridder in de Kroonorde

De heer Roosen, Y., bestuurschef bij het Vast wervingssecretariaat.

Officier in de Orde van Leopold II

Mej. De Vries, C., adviseur bij het Vast wervingssecretariaat.

De heer Derruitte, R., eeraanwezend commissaris bij het Bestuur van het Hoog Comité van toezicht.

Zij nemen vanaf 15 november 1993 hun rang in de Orde in.

Bij koninklijke besluiten van 26 juli 1994 worden benoemd :

Grootofficier in de Kroonorde

De heer De Wilde, H., vaste wervingssecretaris.

Officier in de Orde van Leopold II

De heer Cieters, H., adjunct-adviseur bij de Kanselarij van de Eerste Minister;

De heer Delie, F., eeraanwezend commissaris 1e klasse bij het Bestuur van het Hoog Comité van toezicht.

De heer Dubuisson, P., eerste adviseur bij de Kanselarij van de Eerste Minister.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

[C — 21427]

Ordres nationaux

Par arrêtés royaux du 14 janvier 1994 sont nommés ou promus :

Officier de l'Ordre de Léopold

M. Hendrickx, W., commissaire principal de 1re classe à l'Administration du Comité supérieur de contrôle.

Il portera la décoration civile.

Chevalier de l'Ordre de la Couronne

M. Roosen, Y., chef administratif au Secrétariat permanent de recrutement.

Officier de l'Ordre de Léopold II

Mlle. De Vries, C., conseiller au Secrétariat permanent de recrutement.

M. Derruitte, R., commissaire principal à l'Administration du Comité supérieur de contrôle.

Ils prennent rang dans l'Ordre à dater du 15 novembre 1993.

Par arrêtés royaux du 26 juillet 1994 sont nommés :

Grand Officier de l'Ordre de la Couronne

M. De Wilde, H., secrétaire permanent au recrutement.

Officier de l'Ordre de Léopold II

M. Cieters, H., conseiller adjoint à la Chancellerie du Premier Ministre.

M. Delie, F., commissaire principal de 1re classe à l'Administration du Comité supérieur de contrôle.

M. Dubuisson, P., premier conseiller à la Chancellerie du Premier Ministre.